



80, promenade Commerce Valley Est, bureau 1
Markham (Ontario) L3T 0B2
Téléphone : 905-739-9739
Télécopieur : 905-739-9740
Site Web : cupe.on.ca
Courriel : info@cupe.on.ca

Le SCFP-Ontario célèbre 50 ans de défense des droits des LGBTA

Le SCFP-Ontario a une fière tradition de lutte pour l'égalité pour toutes les personnes membres et, en tant que syndicat, nous avons été les pionniers de nombreuses percées en matière de droits des personnes LGBTA. Cet été, alors que les membres participent à plus de 14 événements de la Fierté dans des collectivités de partout en Ontario, nous célébrerons notre longue tradition de défense.

Il y a plusieurs dizaines d'années, notre syndicat est devenu un pionnier en utilisant la négociation collective pour faire avancer les droits à l'égalité pour les travailleuses et travailleurs LGBTA. En 1985, le SCFP-Ontario a présenté une résolution qui a été adoptée à notre congrès national et qui appuyait l'offre de la couverture des soins de santé et des autres avantages aux partenaires de même sexe. À notre Congrès national de 1991 qui a eu lieu à Vancouver, les membres ont voté en faveur de l'utilisation de la négociation collective pour inclure les avantages aux partenaires de même sexe et éliminer la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

Également en 1991, notre syndicat a présenté une contestation constitutionnelle de la définition de « conjoint(e) » contenue dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*, qui, à l'époque, ne permettait pas aux partenaires de même sexe de recevoir des prestations de pension aux conjoints survivants. La cause, « Rosenberg et SCFP c. Canada », qui a été réglée seulement en 1998 devant la Cour d'appel de l'Ontario, a renversé la définition de « conjoint(e) ». Cette décision a finalement fait en sorte que le gouvernement fédéral a modifié la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de permettre des prestations aux partenaires de même sexe pour les travailleuses et travailleurs de partout au Canada.

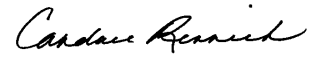
Lorsque le gouvernement Harris a radié de la liste la chirurgie pour changement de sexe en 1998, le SCFP-Ontario a soutenu Martine Stonehouse, membre de la section locale 4400, dans sa contestation judiciaire. En 2006, dans une décision historique pour les droits des personnes transgenres, un tribunal des droits de la personne a rendu une décision en faveur de la consœur Stonehouse et de ses coplaignantes et plaignants, le gouvernement a donc dû réinscrire la chirurgie sur la liste.

Nous avons également fait campagne pour de nombreuses lois qui font avancer les droits des LGBTA, y compris la *Loi Toby*. Cette loi, déposée par la députée provinciale néodémocrate Cheri DiNovo, modifiait le Code des droits de la personne de l'Ontario pour inclure l'identité et l'expression sexuelles, faisant de l'Ontario la première grande juridiction en Amérique du Nord à offrir une protection en vertu des droits de la personne aux personnes transgenres.

Le SCFP-Ontario est également devenu le premier grand syndicat au Canada à élire un président ouvertement gai en 2009 et, au cours d'un vote unanime dans le cadre de notre Congrès de

2012, les membres ont fait du SFCP-Ontario le premier syndicat majeur à garantir un siège aux travailleuses et travailleurs LGBTQ au sein de son conseil exécutif.

Grâce à l'action politique et à la négociation collective, notre syndicat a fait des percées importantes en ce qui a trait aux droits des LGBTQ pour nos travailleuses et travailleurs, nos collectivités et pour tout le monde au Canada. Nous poursuivons la tradition et, en cette année qui marque notre 50^e anniversaire, nous encourageons toutes les personnes membres à visiter le site www.prideinourwork.ca et à faire de l'été 2013 un été de Fierté au SFCP.



CS/KM: SEPB491